

III. Se mettre en marche

Nous avons la chance de vivre dans un État de droit et d'hériter d'une longue pratique de la démocratie. La démocratie se vit à travers des institutions, mais elle se construit d'abord sur un état d'esprit, précieux et fragile. Elle suppose des citoyens vertueux qui ont conscience de leurs droits et de leurs devoirs. Chacun a une possibilité d'action. Mesurons-la et nous constaterons que seul ou avec d'autres, nous avons prise sur ce qui nous entoure. Il revient à chacun d'agir avec courage, confiance et dans le dialogue.

LE COURAGE

Le courage consiste à refuser tout fatalisme dans l'adversité et tout report sur les autres de ses propres responsabilités. La démocratie ne peut vivre que si des citoyens actifs la font vivre, des citoyens qui s'informent et qui apportent leurs idées dans des lieux de concertation, sans peur de la confrontation.

- Courage pour s'informer sur les sujets importants qui nous tiennent à cœur, sans oublier ceux qui tiennent à cœur aux autres.
- Courage pour écouter des personnes de sensibilité différente.
- Courage pour agir, sortir de chez soi, de son quartier, susciter ou partager des moments de réflexion en famille, dans notre paroisse, nos mouvements et nos relations.

- Courage pour choisir en sachant que tout n'est pas possible. Les critères de choix se réfèrent à la conscience mais aussi au bien du plus grand nombre, au bien des plus pauvres.
- Courage pour déléguer. Chacun doit accepter de confier à d'autres la part de pouvoir qui lui revient pour mener à bien un projet au service de tous.
- Courage pour dire la réalité sans détours, spécialement quand on est homme ou femme politique, expliquer les projets, leur nécessité et leurs difficultés.

LA CONFIANCE

La confiance règle les relations mutuelles et les contrats. Elle établit un climat de paix et d'espérance que chacun essaye de ne pas décevoir. La confiance est un principe majeur de la vie sociale

et de la démocratie. Nous sommes tour à tour au service les uns des autres, en famille comme dans l'entreprise, à l'école, dans la rue, dans les administrations, des plus modestes aux plus savants d'entre nous.

- Confiance envers ceux qui exercent une responsabilité au service du pays, d'une entreprise ou d'une administration. Il est normal qu'ils puissent compter sur la confiance que nous faisons à leur jugement, à leur autorité et à leur pouvoir de décision. Il est juste que nous leur demandions d'être compétents et efficaces. Nos questions doivent porter sur les enjeux des décisions et sur les qualités humaines des personnes qui assument des responsabilités difficiles. Mais il n'est pas juste que nous les discréditions à chaque fois qu'ils ne prennent pas les décisions qui auraient servi notre intérêt particulier. Soutenir celles et ceux qui se présentent n'est pas favoriser leur conquête du pouvoir, c'est accepter qu'ils exercent un pouvoir pour servir le pays.
- Confiance envers ceux qui veillent sur notre sécurité. La sécurité à laquelle nous aspirons, demande la vigilance ; ce n'est pas pour autant se surveiller dans une attitude de soupçon et de méfiance. La confiance passe par une éducation au respect mutuel fondé sur la loyauté. Elle demande à chacun de savoir user de sa liberté en la soumettant au bien de l'ensemble. Aussi les relations entre la police, la justice et la population doivent-elles faire l'objet d'une attention particulière.
- Confiance à l'égard de la presse lorsqu'elle facilite la perception des enjeux des événements et des choix qui sont à faire.

- Confiance en la population de notre pays. Elle est riche de générosité, d'imagination, d'humour et de volonté. Portons un regard bienveillant sur la société moderne dans laquelle nous vivons. Elle offre des possibilités immenses. Des hommes et des femmes de toutes origines, intelligents et passionnés par l'avenir du monde, travaillent dans les centres de recherche, les universités, la fonction publique, les entreprises, les associations, la presse, les partis politiques, les syndicats, etc. : autant de lieux où les forces de propositions, d'initiatives, de réalisations prennent corps. Établissons la liste de tout ce que nous voyons progresser. La réussite de tous dépend de la compétence acquise par chacun mais aussi de la confiance que nous nous accorderons mutuellement. Soyons attentifs à soutenir les réalisations concrètes mises en œuvre pour le bien d'une cause, d'une ville, d'une région de France ou d'Europe.

LE DIALOGUE

La société civile s'exprime en une multitude d'associations qui foisonnent d'idées et d'initiatives. Des lieux de concertation et de dialogue existent : dans les régions et les « pays » par exemple, où des délégués sont invités à des conseils de développement ; il est important de le faire savoir, et de montrer comment il est tenu compte des propositions qui sont faites.

Vivre ensemble dans nos différences, c'est bien sûr prendre le risque que soient contestés une proposition ou un projet. Mais c'est aussi s'enrichir d'idées nouvelles, aller à la rencontre d'un assentiment et parvenir à un consensus. Gouverner un peuple, ce n'est pas

décider seul. C'est observer, analyser, proposer, informer, écouter et décider. Les responsables politiques, les universitaires, les corps intermédiaires ont à engager des débats avec la population dans un grand souci de vérité et de pédagogie.

La démocratie ne se fonde pas sur la loi du plus fort, ou sur la crainte de celui qui hausse le ton. Elle respecte des minorités qui auraient souhaité que d'autres options soient faites ; minorités dont la grandeur est d'accepter les décisions prises sans entraver l'autorité légitime de ceux à qui il revient de mettre en œuvre les mesures décidées. À titre individuel, afin d'agir en conformité avec sa conscience, reste la possibilité de l'abstention.

L'État est tenu à s'engager dans la durée. Les débats qu'il lui revient d'initier doivent se centrer sur des questions fondamentales pour la société et non pas se finaliser sur la volonté de pro-

duire une réglementation valable dans toutes les situations. D'autre part, si la mise en œuvre de lois votées n'est pas possible, par exemple par manque de financement, il est nécessaire que l'État prenne le temps de s'expliquer.

Les manifestations de rue sont autant le constat d'un échec du dialogue qu'un appel au dialogue. Elles laissent apparaître l'urgence d'une réflexion sur les relations entre la démocratie électorale et la démocratie d'opinion. Leur régulation mutuelle appelle une fréquence régulière de consultation et de travail avec les corps intermédiaires comme les partis politiques, les syndicats professionnels et plus largement les associations de la société civile. Mais la contestation systématique et préventive des décisions législatives par des groupes de pression met en péril le bien commun ; défense d'avantages particuliers ou corporatistes, elle contraint souvent à différer des décisions ou des réformes pourtant urgentes.

▶ **Le dialogue, condition majeure pour que soient véritablement pris en compte les enjeux des prochaines élections, ne se réalisera que s'il se vit dans le respect mutuel et dans une quête obstinée de la vérité.**

▶ **« C'est par le libre don de soi que l'homme devient authentiquement lui-même, et ce don est rendu possible parce que la personne humaine est essentiellement capable de transcendance. L'homme ne peut se donner à un projet seulement humain sur la réalité, à un idéal abstrait ou à de fausses utopies. En tant que personne, il peut se donner à une autre personne ou à d'autres personnes et, finalement, à Dieu qui est l'auteur de son être et qui, seul, peut accueillir pleinement ce don. »**

Jean Paul II, *Centesimus annus*, 41, 1991.

